



Journal du chaos

L'adulte ne croit pas au père Noël. Il vote. Pierre Desproges

Semaine. 51 du 14 au 20/12 2020



*Joyeux
Noël*



« *On a temporairement soviétisé l'économie* », convient une source proche de l'exécutif.

Drôle de paradoxe. Le souhait des restaurateurs n'est pas d'être assistés mais de pouvoir vivre de leur travail. Ce que, sous prétexte de lutte contre le Covid, on leur interdit de faire aujourd'hui, tout en laissant les Français s'entasser dans les grands magasins ou encore dans les transports en communs ! C'est ainsi que, selon les experts, cette intransigeance du gouvernement pourrait bien entraîner dans les mois à venir la disparition d'un restaurant sur deux et détruire pas moins de 130 000 emplois ! C'est non seulement un désastre économique et humain mais plus encore culturel.

Politique

Covid et alentours

Vaccin : l'impossible équation du pouvoir. Entre la nécessité de rassurer les Français et celle de maintenir une distance faute de preuve scientifique tangible, le gouvernement est pris dans un étau qui fragilise la campagne de vaccination anti-Covid.

La Haute autorité de santé – architecte de la stratégie de vaccination – reste sur ses gardes : les vaccins n'ont pas fait preuve de leur efficacité sur la transmission du virus.

Les premières études publiées la semaine dernière par Pfizer-BioNTech et AstraZeneca attestent du rôle protecteur du vaccin face aux formes symptomatiques de la Covid-19. C'est crucial pour limiter les formes graves et les décès. L'efficacité face à la transmission ne devrait pas, elle, être connue avant plusieurs mois.

Hypothèse. La période de Noël aura-t-elle des conséquences fâcheuses sur l'expansion de la pandémie ? Aux USA, Thanksgiving s'est payé d'une hausse de 25% des infections quinze jours après les festivités. Qu'en adviendra-t-il chez nous ? La fin du couvre-feu le 20 janvier pourrait devenir problématique.

Une nouvelle souche du covid-19 est apparue en Angleterre. Or, tous les virus mutent. A l'inverse de la grippe, le covid est à mutation lente. De nouvelles analyses sont en cours car c'est tout le système vaccinal qui doit s'adapter comme c'est déjà le cas pour la grippe.

Vaccination/ Phase 1 : Dès le 21/12 Un million de personnes concernées en priorité les personnes âgées en Ehpad et le personnel soignant. Phase 2 février-mars : 14 millions de personnes les 65 ans et + et les médicaux-sociaux de + de 50 ans ; phase 3 fin du printemps - le reste de la population.

De-ci ... de-là

Arrestation de sept suspects, dont une femme, considérés comme des membres de l'ultra gauche à Paris, dans le Val-de-Marne mais aussi en Dordogne, Toulouse et Rennes. Selon une source proche de l'enquête, certains des suspects de ce dossier seraient des ultras connus et fichés par les services.

Le chef cuisinier étoilé Jean-François Piège a réuni une vingtaine de ses confrères également étoilés pour adresser un avertissement aux pouvoirs publics : « *La profession est au bout du rouleau. Nous laisser dans cette situation, c'est nous tuer.* »

Et de poursuivre : « *C'est un cauchemar, ça fait huit mois que nous détruisons notre trésorerie. L'addition est trop lourde, les charges à régler chaque mois trop importantes pour passer cette crise. Le "quoi qu'il en coûte" nous coûte surtout à nous. Nous attendons des mesures précises : nous devrions être indemnisés à la hauteur de nos pertes et pas en partie.* »

Appel désespéré d'organisations de gauche au préfet de l'Hérault afin qu'il sévise contre le maire de Béziers Robert Ménard, coupable d'avoir le 4 décembre réinstallé une crèche dans son hôtel de ville, « acte illégal » nuisant « à la liberté de conscience et à la concorde » car il « dresse les citoyens les uns contre les autres ».

Parmi les protestataires, le PS, le PC et LFI, des syndicats mais aussi la Libre Pensée (bien entendu) et SOS Racisme. En quoi une crèche inciterait-elle donc au racisme ? Toujours les mêmes guignols aux fourneaux !

Couvre-feu de 20h à 6h du matin à partir du mardi 15 décembre. Le Président et le gouvernement demandent aux forces de l'ordre de renforcer le dispositif de contrôle. Sauf que le malaise est profond au sein de la police. Depuis plus de quinze jours, une partie des effectifs dans les commissariats se met en « code 562 », correspondant à une « position d'attente au poste ».

« *Les policiers ne sortent que sur appel secours au 17, ne font pas d'initiatives, pas de procès-verbaux et pas de rendu de statistiques* », résume-t-on au syndicat Alliance police nationale. En clair, une forme de débrayage à peine déguisée.

Le gouvernement n'est pas le seul à redouter les conséquences sociales de la crise. Selon un sondage de l'Ifop publié le mois dernier, plus de huit Français sur dix redoutent « une explosion sociale » dans les mois à venir.

Michèle Rubirola (EELV), 64 ans, annonce qu'elle démissionne de son mandat de maire de Marseille pour « raisons de santé ». Un conseil municipal doit être convoqué d'ici 15 jours pour désigner son successeur.

Dépassée par les événements, cette femme n'a jamais vraiment investi son rôle de maire à la tête d'une coalition baroque. C'est son premier adjoint, l'ambitieux socialiste Benoît Payan, qui devrait lui succéder. D'autant que Samia Ghali annonce son ralliement.

Exemple à suivre. Après une nouvelle série de violences à la Toussaint dans des quartiers sensibles de Valence (Drôme), le conseil municipal a voté le 14/12 un arrêté visant à supprimer les aides municipales et sociales pour les familles des délinquants mineurs. Les familles mises en demeure pourront également être expulsées de leur logement social.

Elysée

Le Président de la République a été diagnostiqué positif à la Covid-19 ce jour. Ce diagnostic a été établi suite à un test RTPCR réalisé dès l'apparition de premiers symptômes. Il sera isolé pendant 7 jours.

Emmanuel Macron a salué en anglais le retour annoncé des Etats-Unis, avec l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, dans l'accord de Paris sur le climat conclu il y a cinq ans. « *Welcome back, welcome home !* » (« content de vous revoir à la maison ! »), a lancé le président français « à nos amis américains », dans son intervention devant le sommet-ambition-climat organisé de manière virtuelle par l'ONU, la France et la Grande-Bretagne. Et en volapuk, ça donne quoi ?

La remise de la Légion d'honneur au président égyptien, al-Sissi, ne fait pas que des heureux. Notamment en Italie où plusieurs personnalités ont l'intention de renvoyer leur médaille.

Lors de la réunion de la Convention citoyenne sur le climat, Emmanuel Macron a surpris tout le monde en annonçant l'organisation d'un référendum pour inscrire la lutte pour le climat dans l'article premier de la Constitution. Une réforme qui ferait doubler avec l'actuelle charte de l'environnement, selon les constitutionnalistes.

Un coup politique. Non seulement il déshabille les conventionnels, qui ne pourront plus crier à la trahison, mais il piège aussi les écologistes en allant sur leur terrain et en les obligeant à le soutenir... au risque de se renier ; et il met la droite au pied du mur.

Contraintes sanitaires obligent, c'est dans la salle des fêtes du palais présidentiel qu'Emmanuel Macron a convié les neuf présidents de groupe de l'Assemblée nationale. Macron a précisé à ses hôtes : « *nous allons avoir de vraies décisions à prendre, des choix politiques importants... 2021 restera une année de grande vigilance, où il faudra maintenir les efforts et les restrictions* ». Conclusion d'un participant : « *On a bien bouffé !* ».

Emmanuel Macron l'a dit sans ambages à sa garde rapprochée : il est hautement improbable, vu les circonstances sanitaires, que la réforme des retraites puisse être

relancée avant l'été, en conséquence de quoi elle est abandonnée. C'est une réponse directe à Bruno Le Maire, acharné de la réforme.

« *Je ne sacrifierai pas les pêcheurs aux tradeurs* ». Dilemme. Car comme l'avoue un ministre : « *Un mauvais accord pour les pêcheurs peut être renégocié, alors que l'absence d'accord empêche les pêcheurs de pêcher* ». Or, concernant le Brexit on semble s'avancer vers un non-accord.

Confronté à une impasse politique au Mali, l'Elysée doit revoir progressivement le format de l'opération Barkhane. Les renforts déployés début 2020 devraient être rappelés après le déplacement de Jean Castex au Sahel pour les fêtes.

Gouvernement

Pauvre Jean Castex. L'image « détaillée » du Premier ministre n'est guère flatteuse : selon un sondage Odoxa pour France Inter et la presse régionale publié mardi, les Français ne le jugent ni compétent (55 %), ni dynamique (65 %), ni charismatique (73 %) et ne lui voient pas d'avenir en politique (72 %).

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, a annoncé 20 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en soutien de l'économie pour l'année prochaine. La dette publique devrait battre un nouveau record.

Amélie de Montchalin, ministre de la transformation et de la Fonction publiques, présentera le 6 janvier en conseil des ministres un baromètre pour évaluer, dans chaque département, la mise en œuvre des politiques gouvernementales. Et de vanter les résultats de la majorité. Gadget !

En attendant l'émergence d'un institut français d'islamologie de réputation mondiale, Jean-Yves Le Drian réfléchit aux moyens de développer l'audience, sur le sol national, de France 24 en langue arabe et de la radio Monte Carlo Doualiya.

Autre objectif : l'implantation aux Etats-Unis, où la France est suspectée d'islamophobie, d'une déclinaison de l'institut du monde arabe.

La Franco-Cap-Verdienne Elisabeth Moreno, ministre déléguée en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'égalité des chances vient d'engager une conseillère, Christelle Foucault, ancienne présidente de la Fédération sportive gay et lesbienne (FSGL) en charge des droits LGBT+.

Le gouvernement ayant évacué tout coup de pouce supplémentaire, le salaire minimum va augmenter le 1^{er} janvier d'un peu moins de 1 %, pour atteindre 10,25 € brut de l'heure ou 1554 € brut par mois, soit une hausse d'environ 15 €.

Le Syndicat de la magistrature et l'Union syndicale des magistrats déposent plainte pour prise illégale d'intérêts devant la Cour de justice de la République (CJR) contre Éric Dupond-Moretti, garde des Sceaux. Une sombre querelle interne de ce petit monde sur fond de détestation des magistrats par Dupond-Moretti.

Présenté comme l'un des derniers textes phares de la mandature, le projet de loi visant à « conforter les principes républicains » - initialement présenté comme la loi « séparatisme » - pourrait bien fragmenter la majorité et enflammer l'opposition.

Chacun affûte désormais ses armes, dans la majorité comme dans l'opposition, pour livrer une bataille politique sur la place de l'islam, de la laïcité ou encore de l'école privée.

Institutions

Le rapport sur le gouvernement d'entreprise de l'Autorité des marchés financiers a distribué cette année des mauvais points à Dassault aviation et à la Française des jeux. En épinglant peu de sociétés, le gendarme financier évite de se mettre à dos, trop bruyamment, les entreprises du CAC 40.

L'ancienne garde des Sceaux Elisabeth Guigou, 74 ans, ancienne députée de la Seine-Saint-Denis, ancienne députée européenne, s'est vu confier la présidence de la commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, installée pour une durée de deux ans.

Des présidents de Région s'unissent pour les villes moyennes. Après Xavier Bertrand, François Bonneau et Carole Delga, Hervé Morin rejoint l'initiative lancée cet été par le maire de Neuilly-sur-Seine, Jean-Christophe Fromantin. Parmi les propositions du collectif : un plan de relance de 50 milliards d'euros pour rééquilibrer les territoires.

Député de Paris, la franco-togolaise Laetitia Avia propose de créer une circonstance aggravante lorsqu'un acte discriminatoire est commis par des agents chargés d'une mission de service public, comme les forces de l'ordre. Au bureau exécutif de LREM la proposition a reçu la validation de la direction du parti et fera l'objet d'un amendement au projet de loi.

C'est le principal dossier sur le bureau de Martin Vial (mari de Florence Parly) le patron de l'Agence des participations de l'État. Comment sauver Air France-KLM au terme d'une année 2020 marquée par la crise sanitaire, et donc la chute d'une très grande partie du trafic passagers ?

Le démantèlement d'EDF voulu par Bruxelles se heurte au refus de députés de droite comme de gauche. « *On a un acteur intégré qui fonctionne bien et on va l'affaiblir pour intégrer de la concurrence de manière factice* », dénonce le député LR Julien Aubert. De son côté, Valérie Rabault (PS) préconise le lancement d'une procédure de référendum d'initiative populaire.

Divers

L'inquiétude grandit à Calais en cas de « no deal » de l'UE avec les Britanniques. Notamment les transporteurs et les pêcheurs. Les premiers sont confrontés à des embouteillages et donc des retards. Car les Anglais surstokent dans la crainte de la restauration des tarifs douaniers.

Les pêcheurs français pourraient se voir fermer les très poissonneuses eaux britanniques, à 45 minutes de moteur, qui représentent la base de leur zone de pêche. Situation identique pour les pêcheurs belges.

La Fédération protestante de France par les voix du pasteur François Clavairoy, son président, et Jean-Daniel Roque, président de sa commission Droit et liberté religieuse, dénoncent les effets néfastes de la loi sur les séparatismes.

Pour eux, cette loi est « *peu attractive pour l'islam, limitante et intrusive pour le protestantisme, l'un des principaux cultes concernés par le nombre des associations culturelles* ».

Le renouvellement d'Anne-Marie Couderc à la présidence – non exécutive – d'Air France-KLM, malgré ses 71 ans, pourrait s'expliquer par la garde « au chaud » d'une place féminine qui serait dédiée à Florence Parly après la présidentielle. Et dont le sort dépendra des résultats.

La maire de Paris a participé, dimanche 13/12, sur le Champ-de-Mars, à Paris, à une cérémonie d'allumage du chandelier de la fête juive de Hanoukka, à l'initiative du Beth Loubavitch, en présence des représentants de la communauté israélite. Pas très républicain ni très laïc tout ça.

Deux généraux s'en donnent très souvent à cœur joie dans les médias : François Lecointre, chef d'état-major des armées pour qui « *il faut se préparer à affronter un conflit majeur d'ici 2030* », et Thierry Burkhard, patron de l'armée de terre qui pronostique que « *nous devons être prêts à faire face à des conflits de haute intensité* ».

Les femmes qui assistent les sénateurs et les sénatrices ne sont pas contentes. Elles viennent de s'apercevoir que le nouveau badge d'accès au Sénat ne comporte, sur sa face visible, que la qualité de « collaborateur parlementaire », ce qui « invisibilise » les femmes, écrivent-elles dans un mail envoyé aux sénateurs (et sénatrices !).

Tambouille macro-machin

La députée LREM Yaël Braun-Pivet de la 5^e circonscription des Yvelines qui avait battu le député sortant Jacques Myard (LR) a pris goût à la politique et entend bien se représenter. Elle est présidente de la commission des lois à l'AN.

La députée macroniste Marie Guévenoux, récemment promue numéro 2 de LRM, a mis en cause la stratégie ambiguë du mouvement. Notamment Barbara Pompili et une quarantaine de députés qui jouent les frondeurs au travers du bazar En commun !

De son côté Hugues Renson, membre d'En commun, rappelle que Marie Guévenoux a organisé la campagne d'Alain Juppé lors de la primaire à droite, trésorière de Fillon et a organisé la raclée des municipales de LREM... Pour Renson, Guévenoux « *c'est une boussole qui indique le Sud* ».

En marge. Les députés Aurélien Taché et Emilie Cariou, ex-LREM, vont coprésider un nouveau parti politique baptisé « Les Nouveaux Démocrates », qui appelle à un rassemblement à gauche autour de 40 propositions. Parmi eux figurent Guillaume Chiche, Delphine Bagarry, Sandrine Josso, mais aussi Fiona Lazaar, qui quitte dans le même temps LRM. Tous dénoncent la « dérive autoritaire » du macronisme.

Droite

Après avoir manifesté sa mauvaise humeur en boudant les réunions internes du parti ces dernières semaines, le chef des sénateurs Les Républicains (LR), Bruno Retailleau, compte mettre sur la table la question de la primaire présidentielle. Et ce malgré l'opposition de Christian Jacob.

Questionné sur l'hypothèse d'une candidature de l'ancien chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers, à la prochaine présidentielle, Damien Abad a précisé : « *s'il s'engage dans la vie politique, Les Républicains l'accueilleront volontiers aux côtés de Xavier Bertrand* ». Mais il ne croit guère à sa candidature.

L'essayiste, élu député européen du RN en mai dernier, Hervé Juvin, et le jeune transfuge venu de La France insoumise - qui a conduit la liste RN pour la métropole de Lyon lors des municipales -, Andréa Kotarac, annoncent créer leur propre structure : le Parti localiste.

« Une grande partie du Rassemblement national reste très attachée à une vision régaliennne, très jacobine des choses. L'autorité et l'unité nationale ne passent, pour elle, que par une centralisation autoritaire, note Hervé Juvin. Nous pensons à peu près exactement l'inverse. »

Incroyable Gaston Flosse, ex-président de la Polynésie française, ex-ministre de Chirac, à 89 ans il vient d'être condamné à 2 ans de prison avec sursis, 85 000 € d'amende et 5 ans d'inéligibilité pour détournement de fonds publics. Quelle santé !

Aurélien Pradié, secrétaire général des Républicains est lucide qui assure que la prochaine guerre qui nous attend, dès l'après covid-19, sera la guerre contre la misère. Et de proposer des mesures chocs dont celle d'un revenu universel.

Gauche

On en rigole déjà. Le PCF tiendra les 10 et 11 avril 2021 une conférence au cours de laquelle seront présentés le projet des communistes pour les élections présidentielle et législatives, ainsi que le nom de leur éventuel candidat pour 2022, dixit le boss Fabien Roussel.

Jean-Luc Mélenchon a écrit au Secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, pour demander aux communistes de rallier sa candidature. Tant les points communs sont nombreux.

« Unis, nous attirerons j'en suis certain des personnalités et des forces de la gauche traditionnelle qui s'interrogent aujourd'hui. Ainsi nous pourrions former un large arc de forces », souligne Méchancon !

La maire (PS) de Paris Anne Hidalgo a annoncé que la Ville de Paris s'était vue infliger par le ministère de la Fonction publique une amende de 90 000 € pour « *avoir nommé trop de femmes aux postes de directions* », raillant une décision « *absurde* ».

Dommmages collatéraux. Depuis le confinement, les jeunes auraient grossi en moyenne de 6 kilos et un jeune sur 10 aurait arrêté ses études durant la même période.

Covid et arnaques

Arnaques aux masques et au matériel sanitaire, fraudes au chômage partiel et aux prestations sociales, ou encore escroqueries liées au développement des monnaies électroniques et virtuelles : si la crise du Covid-19 est une catastrophe pour notre pays et l'immense majorité de nos compatriotes, elle constitue en revanche une véritable aubaine pour les délinquants financiers qui profitent allègrement de celle-ci pour se livrer à toutes sortes de malversations et d'escroqueries, en ayant recours à des modes opératoires toujours plus complexes. Ce constat inquiétant, mais pas vraiment surprenant, c'est celui que fait Tracfin, l'organisme de Bercy chargé de la lutte contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Autre dommage : le père Noël. Ils seront ainsi des centaines de Pères Noël d'Île-de-France et d'ailleurs à rester chez eux. « *Le barbu préféré des enfants ne bénéficie pas du chômage !* », rappelle Nicolas Cadiot, directeur de Père Noël chez moi. Car cela concerne de nombreux retraités qui se font ainsi une petite gratte.

La crise sanitaire a fait bondir les emballages de 6 % par rapport à l'année dernière, et surtout la catégorie cartons d'expédition de 23 %. Le centre de tri de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) gère plus de 60 000 tonnes de déchets par an est habitué au gigantisme mais, face à cet afflux de l'e-commerce, même les hommes du métier sont impressionnés.

L'intention est louable mais je ne suis pas sûr que ça fasse avancer le schmilblick d'un pouce. Le violoniste - de talent - Renaud Capuçon a été jouer dans un supermarché Carrefour de Chambéry. Opération enregistrée en video...of course !

Faits divers

Coup de filet des pandores dans le bordelais où ils ont interpellé une bande de 25 malfaiteurs qui pillaient les entrepôts de vin – dont des grands crus - pour un montant estimé à plus de 5 M€. A leur tête un homme d'affaires asiatique connu de la justice.

Ils sont nombreux et viennent de tous les milieux à devenir barjots et à déconnecter de la réalité. Comme Montagnier, prix Nobel de médecine, qui est devenu fou et qui évoque la télétransportation de l'ADN sur des milliers de km. Le médecin Fourtillan accuse l'Institut Pasteur d'avoir fabriqué le coronavirus et a été interné avec l'accord de son entourage... Du coup, les complotistes s'agitent...

Le *Time Magazine* a mis à l'honneur Assa Traoré, la sœur d'Adama Traoré, délinquant multirécidiviste, accusé notamment par son codétenu, Kevin, de sévices

sexuels. Elle a été désigné « Gardiens de l'année », en honneur des différentes figures de la lutte raciale.

Rappelons que cette dame était jusqu'en décembre 2019 une salariée de l'Oeuvre de protection des enfants juifs-Baron Edmond de Rothschild. Or, le *Time Magazine* est la propriété, depuis 2018, du milliardaire juif californien Marc Benioff et de sa femme Lynne, proche d'Obama.

Migration/islam

Le 9 novembre à Bollène (Vaucluse) deux policiers municipaux en intervention dans une maison où un jeune homme, inscrit au Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste, tentait de s'introduire, ont été poignardés par l'individu hurlant « Allahou Akbar ».

Ecologie/ sciences & techniques

Les vaccins à ARN messager de Pfizer-BioNTech et Moderna, parce qu'ils font appel à une technologie nouvelle impliquant des bases génétiques, sont tombés sous le coup de la détestation, particulièrement vive en France, des OGM.

Pour Jean-Christophe Pagès, président du Haut conseil des biotechnologies (HCB), les généralisations abusives, sur fond de méconnaissance scientifique, sont dévastatrices : *« Il y a deux malentendus de fond quand on associe ces technologies vaccinales aux OGM. Le premier, c'est de considérer que les OGM seraient intrinsèquement dangereux.*

Ce n'est pas le cas. Il y en a des quantités, chacun doit être évalué individuellement. Le second, c'est de considérer qu'un vaccin utilisant la technologie ARN messager serait un OGM. Ce n'est pas non plus le cas : Les ARN codent non pas des organismes qui pourraient se répliquer, mais des protéines. »

L'hydrogène vert, issu des énergies renouvelables, peut être produit par électrolyse de l'eau mais aussi par gazéification de la biomasse, technologie défendue par une entreprise française Qairos Energies. *« Ce projet allie l'agriculture, la problématique de qualité des sols, tout en servant la cause des énergies vertes »*, soutient le président-fondateur, Jean Foyer.

En Bretagne, le projet GreenPig transforme l'urine de porc en hydrogène vert. Les Côtes-d'Armor vont servir de territoire test. Objectif : produire chaque année, avec l'urine électrolysée de 10 000 porcs, 70 tonnes d'hydrogène et 145 tonnes d'engrais à base de sulfate d'ammonium.

Grâce à l'urine de cochon, la ville de Saint-Brieuc, chef-lieu du département, ambitionne ainsi de faire rouler dans ses rues, dès 2023, 10 bus à hydrogène. On n'a pas de pétrole... mais des cochons.

Des chercheurs de l'Université de Singapour ont découvert une bactérie capable d'éliminer simultanément l'azote et le phosphore des eaux usées. Cela simplifiera leur traitement, qui jusqu'ici réclamait deux bassins distincts.

Economie

L'économie française va mettre du temps à se remettre de la crise du Covid-19. Selon les prévisions communiquées par la Banque de France, elle ne devrait pas retrouver son niveau d'avant crise, soit celui de fin 2019, avant la mi-2022.

La France traîne comme un boulet les errements stratégiques d'Areva et la restructuration qui s'est ensuivie de sa filière nucléaire. L'État va en effet devoir à nouveau voler au secours d'Areva SA, structure de défaillance créée au moment de la restructuration du groupe Areva en 2016 et 2017 : elle friserait désormais la cessation de paiements. Sauf que Bruxelles a interdit toute aide directe ou subvention pendant 10 ans. Casse-tête !

L'Hexagone a émis pour un montant record de 260 milliards d'euros de titres à moyen long terme cette année, à un rendement moyen de -0,14 %, soit le plus faible taux jamais enregistré. Dans le même temps, la dette française est passée de 98 % à près de 120 % du PIB.

C'est officiel : l'arrêté autorisant l'État à souscrire à l'augmentation de capital de la SNCF, daté du 4 décembre, a été publié au Journal officiel. Montant de l'opération : 4,05 milliards d'euros. À son issue, l'État conserve 100 % du capital de la compagnie ferroviaire française.

Vous avez dit économie de marché ? Selon une enquête rendue publique par Bruxelles, les industriels de la grande consommation imposent à leurs clients distributeurs des règles en matière d'approvisionnement qui rendent difficile, voire impossible, pour les commerçants de se fournir dans le pays de leur choix.

Ces entraves au commerce au sein de l'UE priveraient les consommateurs du vieux continent de près de 14 milliards € d'économie.

Bonne nouvelle pour EDF. Le gouvernement britannique a donné son feu vert pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire de type EPR. Le gouvernement britannique envisage de prendre une participation dans le projet.

L'ouverture de la SNCF à la concurrence. Selon *Les Echos* (11/12), « l'ouverture (...) tourne au fiasco. » Pour *Le Parisien* (10/12), « la concurrence fait pschitt ». Aucune compagnie étrangère ne s'est présentée à la vente aux enchères lancée par la SNCF.

Culture/médias

Le parquet a requis 10 000 euros d'amende à l'encontre d'Éric Zemmour, qui comparait à Paris pour contestation de crime contre l'humanité (pas moins !) après avoir soutenu en octobre 2019 sur CNews, face à Bernard-Henri Lévy, qui s'en étrangla de rage, que le Maréchal Pétain avait « sauvé les Juifs français ». BHL éructa : « C'est une monstruosité, c'est du révisionnisme ! » C'est pourtant vrai !

Le groupe contrôlé par Vincent Bolloré, Vivendi, a annoncé qu'il était entré en négociations exclusives avec Gruner + Jahr, filiale dans la presse de l'allemand Bertelsmann, en vue d'acquérir sa division française Prisma Media. Soit une vingtaine de marques.

Le Parquet national financier a ouvert une enquête préliminaire concernant le contrat-cadre liant France Télévisions et Nagui (groupe Banijay) sur la période 2017-2020, après une plainte pour abus de confiance déposée le 22 septembre par la CGC.

Le syndicat reproche à la présidente de France Télévisions Delphine Ernotte d'avoir signé en son nom propre, de manière irrégulière, ce contrat de 100 millions d'euros. L'enquête est confiée à la Brigade de répression de la délinquance économique.

Dans une période sinistrée pour la presse, *Marianne* finira l'année 2020 sur une hausse de 10% de ses ventes au numéro et de 7% de ses abonnements print et numérique. Le distributeur Prestalis, en dépôt de bilan, lui a laissé une ardoise de 1 million €.

Incroyable mais vrai. Natacha Polony avait déclaré sur France Inter en 2018 au sujet du génocide des Tutsis au Rwanda qu'il n'y avait dans cette affaire « ni méchants ni gentils ». Elle s'est retrouvée au tribunal correctionnel de Paris pour « contestation de crime contre l'humanité ».

Europe

Union européenne. La proposition des Européens en vue d'un accord post-Brexit « demeure inacceptable » pour Londres, mais les discussions se poursuivent à Bruxelles, à la veille de l'échéance pour trouver un compromis, a indiqué une source gouvernementale britannique.

Les discussions se concentrent sur trois sujets épineux : l'accès des pêcheurs européens aux eaux britanniques, la manière de régler les différends dans le futur accord et les conditions que les Européens exigent des Britanniques pour éviter toute concurrence déloyale.

Bruxelles siffle la fin de la récréation. D'ici dix-huit mois, l'Union européenne sera dotée de nouvelles règles visant à remettre de l'ordre dans le bouillonnant marché du numérique.

Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission européenne. et Thierry Breton, commissaire au Marché intérieur, ont présenté deux règlements d'ampleur qui vont redéfinir l'espace numérique européen pour la décennie à venir : le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA). Sont évidemment visés les Gafa (Google, amazon, Facebook et Apple).

Allemagne. Lors d'une manifestation hostile à la politique sanitaire, en août dernier à Berlin, on a pu apercevoir, au-dessus-de la foule différents drapeaux noir-blanc-rouge, aux couleurs du premier empire allemand. Des monarchistes ? Non,

ces bannières sont en Allemagne des signaux de ralliement de la droite nationale, au moins depuis les années 1960 en Allemagne de l'Ouest.

Le gouvernement fédéral allemand et les régions du pays se sont résolus à imposer un confinement plus strict sur l'ensemble du territoire. À partir de mercredi 16 décembre et jusqu'au 10 janvier, les magasins jugés non essentiels ainsi que les écoles et les crèches seront fermés.

À partir du 1^{er} janvier, l'Allemagne pourra expulser à nouveau des Syriens vers leur pays d'origine. Le moratoire, renouvelé à intervalles réguliers depuis 2012 en raison de la guerre civile sur place, ne sera pas prolongé au-delà du 31 décembre.

Toutefois, cette reprise est théorique. Il n'existe aucun vol direct vers la Syrie depuis l'Allemagne et la République fédérale n'entretient aucune relation diplomatique avec le régime de Bachar al-Assad depuis 2012.

Il n'est pas question de renvoyer les centaines de milliers de Syriens réfugiés en Allemagne depuis le début de la guerre civile dans le pays du Moyen-Orient, mais d'éloigner 89 islamistes considérés comme capables de préparer une action violente, souligne le ministère fédéral de l'Intérieur.

Angleterre. Signe d'un regain de tension avec l'UE, Londres a fait savoir que des navires de la Royal Navy se tenaient prêts à protéger les zones de pêche britanniques où pourraient survenir des tensions en cas d'échec des négociations.

Depuis plusieurs mois, ménages et entreprises britanniques stockent des denrées alimentaires. Ces derniers jours, la tendance s'est même accélérée. En témoignent les files de camions-frigos à l'entrée du tunnel sous la Manche.

On craint de manquer dans la désorganisation pressentie avec l'entrée en vigueur du Brexit. On craint aussi de voir les prix de l'alimentation grimper en flèche. Le coût va être lourd pour les ménages. Le pays, qui a fait le choix, dès le XIX^e siècle, de ne pas être une nation agricole mais industrielle, est alimentaires dépendant.

Le pays importe 50 % de ses besoins totaux, dont près d'un tiers de l'Union européenne. Pour certains produits essentiels, la dépendance à l'Union est absolue.

Le Royaume-Uni n'est autosuffisant en porc qu'à 50 % : le reste vient intégralement d'Europe. Idem pour ce qui est de 45 % de ses besoins en produits laitiers frais. Pour les légumes, près de 70 % sont importés, le plus souvent d'Europe également.

Espagne. L'ex-roi Juan Carlos a remis au fisc la modique somme de 633 393 €, bien que toujours en exil, depuis août, aux Emirats arabes unis. Il est visé par plusieurs enquêtes judiciaires.

Avec 198 voix pour et 138 contre, c'est par une large majorité qu'a été approuvée au Parlement espagnol, en première lecture, la proposition de loi de « régulation de l'euthanasie ». L'Espagne s'apprête ainsi à devenir le sixième pays au monde autorisant l'euthanasie. Mais la loi sera encadré par un cahier de charges précis.

Hongrie. La Hongrie de Viktor Orban a accentué son offensive contre la communauté LGBT, à travers un paquet législatif qui inscrit le « genre » dans la Constitution et interdit de facto l'adoption aux couples de même sexe. Mot d'ordre : la mère est une femme, le père est un homme.

Italie. Le pays est devenu le pays occidental le plus durement frappé par le virus avec une deuxième vague qui sera plus meurtrière que la première. La péninsule fait désormais état de 65.857 décès et 1,871 million de cas depuis le début de l'épidémie.

Russie. Malgré les relations délétères entre les deux pays, Vladimir Poutine a félicité Joe Biden pour son élection. « *Je suis pour ma part prêt à une collaboration et à des contacts avec vous* », a-t-il écrit dans un télégramme.

Suède. Après une interruption de sept ans, la Suède a décidé de rétablir le service militaire en 2017 et a accueilli ses premiers conscrits l'année suivante. Un service qui n'a pour l'instant rien d'obligatoire.

Motif ? « *En quelques années, on a vu l'agression russe contre la Géorgie, l'annexion de la Crimée, un conflit toujours en cours en Ukraine, une activité militaire russe accrue dans notre voisinage immédiat et en Arctique... Il était capital pour nous de mettre nos forces militaires à niveau* », explique le ministre de la Défense, Peter Hulqvist. Surréaliste !

International

Chine. Le dirigeant chinois le plus puissant de sa génération, Xi Jinping, veut encore renforcer l'emprise de l'Etat sur des sociétés qui, grandes ou petites, vont devoir suivre le mouvement.

Pour ce faire, le gouvernement de la deuxième économie mondiale place des responsables du Parti communiste au sein des entreprises privées, en prive certaines de crédits et exige de leurs dirigeants qu'ils adaptent l'activité pour qu'elle serve les objectifs du pouvoir.

Etats-Unis. La victoire du démocrate Joe Biden à la présidentielle américaine du 3 novembre ne fait plus aucun doute. Le Collège électoral l'a confirmé vainqueur lundi 14 décembre, annihilant un des derniers leviers à la disposition de son futur prédécesseur, Donald Trump, d'inverser le résultat du scrutin du 3 novembre.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[l'obervatoire du journalisme](#)

Journées de lecture

Concernant le dernier ouvrage de Pierre de Villiers, *L'équilibre est un courage* (Fayard), général à la retraite qui rêve d'un destin national, voici ce qu'en pense l'un de nos très sérieux et cultivé correspondant.

Son précédent livre sur la définition du chef (qui comme chacun sait est fait pour cheffer) rappelait déjà beaucoup certains éléments de la réflexion socialisante dans les années 30 sur le même sujet ; on aurait pu retrouver textuellement certaines phrases du général dans la série consacrée au sujet par la revue *Esprit* avant guerre.

Entre-temps lui et son frère nous ont fait leur numéro de claquettes sur l'immigration à intégrer, sur les plis du drapeau assez larges pour y envelopper toute l'immigration africaine et musulmane grâce à l'école, etc.

Là, il nous sous-titre son dernier ouvrage avec une traduction littérale du *tiqqun olam* kabbalistique, qui est aussi - encore depuis les années 30 et l'entourage de Roosevelt - l'un des mots d'ordre des juifs communistes du parti démocrate américain.

J'espère sincèrement que ce type n'arrivera jamais à rien en politique. Sinon ce serait réunir les conditions d'une catastrophe à côté de laquelle le quinquennat de Macron fera figure d'aimable propédeutique et de temps encore bénis.

***Dire, ne pas dire*, de l'Académie française, Philippe Rey ed., 582 p., 20 €**

Nous qui sommes amoureux de notre belle langue, voici un ouvrage très utile et pour lequel nos braves académiciens se sont mouillés en marge de leur fameux dictionnaire. *Dire, ne pas dire*, c'est la somme de ce qu'il est correct de dire face aux confusions langagières dont nous sommes trop souvent les victimes consentantes. De se plonger dans cet océan de langage correct (pas politiquement) ne peut que nous faire du bien et éclairer nos esprits.

***Correspondance 1930-1983*, Ernst Jünger & Carl Schmitt, Pierre-Guillaume de Roux et Krisis ed., 654 p. 39 €.**

Monumental ouvrage que publie Pierre-Guillaume de Roux et la revue *Krisis* avec cette traduction française de l'édition exhaustive (six cent cinquante pages de texte serré, plus de mille notes d'une désespérante érudition à l'allemande) de la *Correspondance* échangée, et ce durant plus d'un demi-siècle, entre deux géants de l'Allemagne du XXème siècle, Ernst Jünger, le grand écrivain issu des tranchées (1895-1998) et Carl Schmitt (1888-1985), le théoricien du grand espace et de la décision, et aussi le « *chef de file des juristes du IIIème Reich* ».



Merci Jean-Pierre Pernaut

Par Périco Légasse

Après avoir salué trente-deux années durant ces fiertés nationales qui, sans avoir le prestige d'une toile de Gauguin ou d'un parfum de Guerlain, rappellent combien ce pays recèle de beautés intimes, de trésors cachés, de reliques enfouies, Jean-Pierre Pernaut annonce qu'il tirera sa révérence du 13 heures de TF1 le 18 décembre. Une page d'histoire de la télé se tourne, dont un chapitre écrit au vitriol lorsque son journal fut pris à partie – un peu comme on suggère aujourd'hui de déboulonner des statues – par ceux qui voient dans ce programme quotidien l'éloge d'une France qui aurait des choses à se reprocher.

Une France coupable de perpétuer des valeurs conformes à une certaine idée d'elle-même, assimilée, par ceux qui l'ignorent, voire la méprisent, à une résurgence inquiétante de son identité nationale. Appelés au secours pour renforcer l'anathème lancé par une intelligentsia s'étant à peu près trompée sur tout, Barrès, Péguy et Maurras se retrouvaient hissés à la production du journal télévisé de 13 heures de la première chaîne de télévision française.

Ces imbéciles heureux qui sont nés quelque part

De quoi s'agissait-il ? De démontrer l'indécence d'une émission qui s'obstine à parler des trains qui arrivent à l'heure, des imbéciles heureux qui sont nés quelque part et des villages de Mohicans ayant eu la mauvaise grâce d'échapper aux affres de la globalisation. Du Pardon du beurre à Spézet (Finistère), des pipiers de Saint-Claude (Jura), de la Foire

de l'ail rose à Lautrec (Tarn), de la dentelle d'Alençon, de la corderie de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze), du coquelicot de Nemours, des fondeurs de cloches de Robécourt (Vosges), de l'andouillette de Clamecy (Nièvre), des castagnades (fêtes de la châtaigne) du Vivarais ou de la ganterie à Millau, etc., comme des fleurons d'une actualité louant une France que le modernisme idéologique veut réduire à l'anecdote folklorique.

Des paysages humains attestant d'une forme de civilisation française, mais surtout un patrimoine culturel et social témoignant du foisonnement des talents et des savoirs dont ce peuple a fait sa force et sa richesse jusqu'à ce que le libre-échange néolibéral ne l'éradique au nom du progrès financiarisé. Voilà ce que montre le 13 heures de Jean-Pierre Pernaut, depuis 1988, en ponctuant les malheurs de l'époque de quelques pétales de bonheur tricolore. Une France profonde, laborieuse, rurale, enracinée, cumulant tous les symboles qui inspirent de l'effroi aux détracteurs du film les Choristes comme aux idéologues du multiculturalisme, et pourtant une France populaire qui fait encore vibrer les cœurs et les esprits.

Le journal le plus regardé d'Europe

Records d'audience inégalés, toutes chaînes confondues, avec 40 % de parts de marché. En juin 2020, une enquête confirmait que, avec plus de 5 millions de téléspectateurs, ce JT est le plus regardé d'Europe. Des scores qui durent depuis vingt ans. Que les enseignes cocardières de la France éternelle puissent encore susciter, malgré les barricades émancipatrices de Mai 68 et l'euphorie sociétale issue du 10 mai 1981 (suite logique du processus), l'admiration du peuple donna vite de l'urticaire à l'intelligentsia libérale socialiste et à la gauche altermondaine.

Promouvoir chaque jour, entre autres joyaux de nos provinces, un savoir remontant à Napoléon III, un rituel maintenu par Vichy (donc forcément coupable) et toujours célébré sous de Gaulle, tout en faisant l'éloge de recettes inscrites à l'inventaire des monuments culinaires ou de traditions ancestrales encore vénérées devint insupportable à ceux qui pensaient le culte de « la France d'autrefois » enfin extirpé des consciences. Pétain, sors de ce porc ! Du pâté, faisons table rase ! Andouille de Vire, nous voilà ! Je fais à la France le don de ma choucroute ! Quand le poujadisme prend des accents patriotiques, il est temps de sonner l'alarme.

"France moisie"

Le concept de « France moisie » fut inventé par Philippe Solers à ce moment précis. En pensant peut-être à cette France qui porte en elle les stigmates de l'âme française et dont Jean-Pierre Pernaut nous confirme

qu'elle est celle dont la pérennité est une insulte aux thèses expliquant que c'est le maître qui doit apprendre de l'élève, que la laïcité est un leurre colonialiste et que la plage est sous le pavé des 35 heures. Lisons plutôt : « Elle était là, elle est toujours là, on la sent, peu à peu, remonter en surface : la France moisie est de retour. Elle vient de loin, elle n'a rien compris, ni rien appris, son obstination résiste à toutes les leçons de l'histoire, elle est assise une fois pour toutes dans ses préjugés viscéraux. [...] Ce n'est pas sa souveraineté nationale que la France moisie a perdue, mais sa souveraineté spirituelle. Elle a baissé la tête, elle s'est renfrognée, elle se sent coupable et veut à peine en convenir, elle n'aime pas l'innocence, la gratuité, l'improvisation ou le don des langues. [...] La France moisie a toujours détesté, pêle-mêle, les Allemands, les Anglais, les juifs, les Arabes, les étrangers en général, l'art moderne, les intellectuels coupeurs de cheveux en quatre, les femmes trop indépendantes ou qui pensent, les ouvriers non encadrés, et, finalement, la liberté sous toutes ses formes. La France moisie, rappelez-vous, c'est la force tranquille des villages, la torpeur des provinces, la terre qui, elle, ne ment pas, le mariage conflictuel, mais nécessaire, du clocher et de l'école républicaine. C'est le national social ou le social national. » Oui, il a écrit ça, le génie chéri de la pensée germanopratin béhachélisée, dans les colonnes du Monde, le 28 janvier 1999. Elle est pas belle, la vie ?

La France du "non"

N'en doutons pas, l'idée a fait son chemin et ne se porte pas si mal. D'aucuns en ont fait bon usage pour expliquer les dérives populistes de notre société. Alors les traditions, le patrimoine, les artisans, le mérite, les spécialités, le terroir, tous ces symboles aux relents suspects n'ont qu'à bien se tenir, les chiens de garde du nirvana globalisé veillent à l'éradication de la « France moisie », surtout si elle vote « non » au référendum constitutionnel de 2005 ou fait griller la merguez sur les ronds-points.

Mais, heureusement, il y a JPP et son journal de 13 heures pour nous rappeler que, tant qu'il y aura des hommes et des femmes animés par la passion de préserver et de transmettre ce qui fait aussi la beauté de cette nation, la flamme de la résistance française ne s'éteindra pas. En janvier 2021, gageons que la présentatrice Marie-Sophie Lacarrau – actuellement sur France 2 – et son équipe continueront à brandir l'étendard de ces petites patries qui ne veulent pas mourir et à réjouir les amateurs de broderie et de céramique, de tissage et de reliure, de salaisons et de confiseries, de marchés paysans et de comices agricoles. « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. » Cette phrase de l'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ vaut pour l'humanité entière. Le

journal de 13 heures de TF1 ne dit pas autre chose en consacrant toutes les gloires de la France.

Source : La Lettre de Marianne du 18/12